

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



87/21

Allocution du
très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux
Affaires extérieures,
devant le Conseil des
grains du Canada

WINNIPEG, MANITOBA

Le 7 avril 1987

OTTAWA

Le 10 avril 1987

Un certain lundi du mois dernier, j'ai commencé ma semaine à Washington par un tête à tête avec George Shultz, dans le cadre de nos rencontres trimestrielles habituelles. Le secrétaire d'État revenait à peine d'Asie où, en l'espace d'une journée, il avait pris son petit déjeuner en Chine, son déjeuner en Corée et son dîner au Japon. Telle est la vie prestigieuse d'un ministre des Affaires étrangères. Quant à moi, j'ai terminé la semaine dans ma circonscription de Yellowhead où, dans la même journée, j'ai pris mon petit déjeuner à Whitecourt, mon déjeuner à Swan Hills et mon dîner à Fort Assiniboine, avant de me rendre à une réunion à Barrhead. Telle est la vie d'un ministre des Affaires extérieures qui siège à la Chambre des communes du Canada et a l'intention d'y rester.

Les deux mondes ne sont pas aussi différents qu'ils ne le paraissent. Il y a vingt-six ans, le premier accord à long terme signé avec la Chine avait dynamisé l'économie céréalière de l'ouest du Canada. Lors de sa récente visite au Canada, le ministre coréen du Commerce a annoncé que son pays prévoyait porter de 11 000 à 15 000 tonnes par année ses importations de graines de colza canadien.

Il n'est pas de journée où les décisions politiques prises à Paris, à Washington, à Moscou et dans d'autres capitales n'ont un effet sur les marchés et les prix des agriculteurs canadiens. Mikhaïl Gorbatchev joue un rôle important à Fort Assiniboine. Le Programme agricole commun de la Communauté européenne a été tout aussi néfaste aux agriculteurs de l'Alberta que le Programme énergétique national l'a été pour nos travailleurs de l'industrie pétrolière. Jimmy Gardner a bâti sa renommée en parcourant les routes reculées du Manitoba. Pour faire son travail, Charlie Mayer a passé une semaine le mois dernier en Union soviétique. Accompagné de représentants de l'industrie agricole et d'une vingtaine de gens d'affaires, il a cherché des débouchés commerciaux afin de pouvoir soutenir l'intérêt des Soviétiques à l'égard de nos céréales.

Politique agricole et politique étrangère sont étroitement liées. Cela ne correspond peut-être pas toujours à nos aspirations, mais tel est le monde dans lequel nous vivons, et gouvernements et producteurs doivent tenir compte de cette réalité. À l'évidence, la politique intérieure a aussi une grande importance. Le gouvernement Mulroney a pris des mesures concrètes afin de répondre à tout un éventail de problèmes. Nous avons accordé un dégrèvement de l'impôt sur les gains en capital. Nous avons gelé les frais de transport des céréales ainsi que les frais de manutention aux silos. Nous avons modifié à deux reprises la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest pour

qu'elle joue véritablement un rôle de stabilisation. Nous avons mis sur pied un Bureau d'examen de l'endettement agricole et déclaré un moratoire sur les saisies de la Société du crédit agricole. Nous avons supprimé les taxes fédérales de vente et d'accise sur les carburants pour machines agricoles. L'année dernière, en raison de la gravité de la crise, nous avons engagé un milliard de dollars pour le bénéfice des producteurs céréaliers dans le cadre des Programmes spéciaux sur le grain canadien. En fait, sans compter ce milliard de dollars, le budget du ministère fédéral de l'Agriculture était l'année dernière supérieur de 60 % à celui de l'année précédant l'arrivée au pouvoir du gouvernement Mulroney. Outre cet argent consacré à l'agriculture, notre gestion globale des finances publiques a été si réussie que les taux d'intérêt exigés des agriculteurs sont aujourd'hui inférieurs de 4 à 5 % à ce qu'ils l'étaient il y a trois ans. D'après nos calculs, toute baisse de 1 % des taux d'intérêt se traduit par une somme approximative de 240 millions \$ pour les agriculteurs canadiens. Ces mesures sont importantes et constituent un aspect seulement du programme que le gouvernement Mulroney consacre à l'agriculture, qui est et demeurera l'une de nos grandes priorités.

Cependant, je n'ai pas à vous dire que le sentiment de crise qui règne dans les milieux agricoles du Canada est profond et croissant. À Barrhead et Fort Assiniboine, le prix de l'orge aujourd'hui est, en termes réels, ce qu'il était dans les années 30. Cinquante agriculteurs du Manitoba ont déclaré faillite l'année dernière; en Saskatchewan, on en a dénombré 45, en Alberta 93 et en Ontario 102. Les coûts de production continuent à monter alors que les prix chutent. De plus en plus d'agriculteurs doivent travailler à l'extérieur pour assurer la croissance de leurs opérations. Beaucoup de familles d'agriculteurs se voient confrontées à la perspective d'abandonner l'agriculture. Les problèmes sont complexes et personne, au plan national comme au plan international, ne prétend qu'il soit facile d'y apporter des solutions.

Nous pouvons toutefois agir et je veux ce soir vous parler de certaines initiatives que prend le Canada sur la scène internationale pour vitaliser son agriculture. Ces initiatives tombent dans quatre grandes catégories.

Tout d'abord, nous recherchons de nouveaux marchés pour les produits canadiens. Cela englobe évidemment les activités traditionnelles, par exemple négocier avec l'URSS un accord pour l'achat d'un minimum de 25 millions de tonnes de céréales canadiennes au cours des cinq prochaines années. En fait, malgré le subventionnement massif du

marché céréalier mondial et la concurrence féroce qu'il s'y livre, nous y avons accru notre part de presque 2 % l'année dernière. Il est vrai que les prix étaient très bas, mais il vaut mieux que notre part soit plus grande même si les prix sont faibles plutôt que de perdre sur les deux tableaux.

Cette initiative commerciale représente aussi de nouvelles ventes à l'Égypte et au Brésil et davantage de possibilités dans les pays du Pacifique grâce à l'ACDI, l'Agence canadienne de développement international. Par ailleurs, le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan, l'Éthiopie, la Jamaïque, Sri Lanka, le Soudan, la Tunisie, le Pérou, le Sénégal, le Mozambique et le Ghana bénéficient de nos programmes d'aide alimentaire, qui ont permis l'achat de 163 millions \$ de blé canadien; de 47 millions \$ de farine canadienne; de 61 millions \$ de colza canola et de 51,8 millions \$ d'autres produits. J'aimerais également attirer votre attention sur le fait que c'est la Banque de céréales vivrières du Canada, une ONG de Winnipeg, qui, l'année dernière, s'est classée au cinquième rang des récipiendaires des fonds canadiens destinés à l'aide alimentaire et qui a reçu 16 millions \$ de l'ACDI.

Certains de ces programmes de développement ont entraîné une modification des habitudes de consommation et de production d'autres pays. Il y a dix-sept mois, j'ai inauguré près de Mehsana dans l'État du Gujarat en Inde, l'usine de Jagudan - nouvelle huilerie financée par la revente de graines oléagineuses du Canada dont la Cooperative Union of Canada avait fait don au National Dairy Development Board de l'Inde. Ce programme crée une demande entièrement nouvelle en matière de production de graines oléagineuses en Inde - demande à laquelle l'Inde elle-même répondra un jour entièrement, mais qui offre d'importants marchés provisoires au Canada en attendant la mise en place des structures.

Par ailleurs, nous encourageons le commerce lié à l'agriculture chaque fois que cela est possible et ce, de deux façons. J'en veux pour exemple la visite que Charlie Mayer et des gens d'affaires canadiens viennent d'effectuer en Union soviétique, notre plus gros acheteur de céréales. Si l'Union soviétique se tourne vers le Canada, c'est en partie grâce à la réputation de fournisseur sûr dont nous jouissons. Cet intérêt des Soviétiques s'explique aussi par le fait que nous recherchons activement des marchés canadiens pour leurs produits de façon à mieux équilibrer nos échanges. Les progrès sont lents, mais cette initiative du Canada est essentielle si nous voulons continuer à avoir accès à cet important marché que représente l'URSS.

Par ailleurs, nous encourageons les industries canadiennes de services agricoles à étendre leurs activités au plan international. En septembre dernier, je dirigeais au Venezuela et en Argentine une délégation, dont faisaient partie des représentants de cinq compagnies des Prairies. Cela a permis aux sociétés Prairie Microtech de Regina et Agriteam de Calgary d'explorer de nouvelles possibilités de débouchés commerciaux et d'entreprise en coparticipation en Amérique du Sud. Les contacts du Canada dans le domaine de l'agriculture se multiplient de cette façon dans des pays où de nouveaux marchés pourraient s'ouvrir pour les récoltes, la technologie ou l'expertise de notre pays.

Ensuite, nous participons de plus en plus aux activités agricoles internationales. La réunion de l'Inter-American Board of Agriculture, que John Wise accueillera à Ottawa au début septembre en est l'exemple le plus récent.

Plus important encore, nous nous attaquons aux problèmes des échanges et des subventions agricoles, qui font peser une menace toute aussi importante pour les années 80 et 90 que la menace de la sécheresse pendant la dépression. Le système commercial agricole connaît de graves problèmes à cause des prix internationaux artificiellement déprimés, de la concurrence des exportations subventionnées et d'une prolifération croissante des barrières non tarifaires à l'importation.

Nous nous sommes fixés deux objectifs complémentaires. Le premier vise à interrompre et briser le cycle des subventions à l'origine de la guerre commerciale agricole entre l'Europe et les États-Unis - guerre qui fait des victimes de plus en plus nombreuses au Canada, en Australie, en Thaïlande et dans une douzaine d'autres pays qui n'ont pas les reins assez solides pour se mesurer avec la Communauté européenne et les États-Unis.

Le second objectif vise à fixer pour le commerce agricole des règles internationales équitables et fermes, qui permettront d'accroître le rôle des producteurs efficaces et de diminuer celui des subventions et des mesures de protection directes et indirectes.

Permettez-moi de passer en revue les événements de l'année dernière seulement. En effet, c'est la première fois à mon avis qu'un gouvernement canadien porte autant d'attention aux problèmes fondamentaux des échanges agricoles en l'espace d'une seule année.

Il y a un an, Michael Wilson et moi-même avons participé à Paris à la réunion annuelle de l'Organisation de coopération et de développement économiques - l'OCDE -, qui rassemble les 24 économies de marché les plus actives. À notre étonnement, nous avons entendu les ministres de gouvernements européens critiquer le Programme agricole commun. Il s'agissait surtout de ministres des Finances, ceux là même qui sont chargés d'équilibrer les budgets de pays membres d'une communauté qui consacre soixante-six pour cent de son budget aux subventions agricoles. Nous avons signalé au premier ministre ces fissures dans la solidarité européenne et celui-ci a décidé de prendre d'importantes initiatives en vue de briser le cycle paralysant des subventions internationales.

L'usage veut maintenant qu'aux sommets économiques annuels des pays industrialisés, chaque pays choisisse une question qu'il cherchera particulièrement à faire avancer. Pour le Sommet de Tokyo, M. Mulroney a choisi l'agriculture. Dans toute l'histoire des sommets économiques, c'était la première fois qu'un pays faisait de l'agriculture une priorité. La veille de notre départ pour Tokyo, le premier ministre, Mike Wilson et moi, ainsi que John Wise, Charlie Mayer et d'autres ministres de l'Ouest, avons rencontré les représentants de la plupart des groupes de producteurs canadiens. Cette réunion fut remarquable, non seulement parce qu'elle rapprochait des représentants clés du secteur agricole et des leaders politiques, mais aussi parce que des groupes aussi différents que la Canadian Cattlemen's Association et le Syndicat national des cultivateurs étaient d'accord sur l'avis à donner au premier ministre. Nous avons songé à qualifier ce phénomène de huitième merveille du monde. De fait, cette ambiance de communauté d'objectifs s'est maintenue durant les consultations fréquentes que le premier ministre et d'autres ministres ont continué d'avoir avec les groupes nombreux et variés de producteurs canadiens.

À Tokyo, M. Mulroney a joué cartes sur table. Il a établi une comparaison entre les subventions offertes aux agriculteurs de même niveau en Europe, aux États-Unis et au Canada. À ce moment-là, les Européens subventionnaient leurs céréales à 94 \$ la tonne, les Américains à 75 \$ la tonne et nous à 34 \$ la tonne. À notre grande surprise, personne n'a contesté cette affirmation. Dans l'intimité de ces réunions, chaque leader a reconnu le problème et le rôle joué par son gouvernement à cet égard. L'un des chefs de gouvernement européens a résumé le dilemme en ces mots: "Cela nous cause tous un préjudice, et aucun d'entre nous ne peut y mettre fin seul."

Le défi consistait donc à trouver un moyen d'arrêter ensemble ce phénomène. M. Mulroney a immédiatement proposé la création d'un petit groupe d'experts qui cerneraient les pratiques de subventionnement les plus graves auxquelles se livre chacun des pays des Sommets, afin que l'on se mette d'accord sur l'abolition de ces pratiques offensives. Les autres leaders du Sommet n'ont pas suivi M. Mulroney sur ce terrain, et on a demandé plutôt à l'OCDE de publier des études recensant les pratiques de subventionnement et les mesures protectionnistes.

Toutefois, le Canada n'avait pas abandonné l'idée que le meilleur moyen de briser le cycle des subventions était de créer un petit groupe de leaders respectés au plan international qui établiraient un plan d'action spécifique dont serait saisi le prochain Sommet économique, qui se tiendra à Venise, en juin prochain. Nous savions que le groupe devrait être indépendant de tout gouvernement, s'il voulait jouir de l'autorité voulue. Nous avons obtenu une promesse de financement de la part de fondations et autres organisations canadiennes, américaines et européennes. Un leader politique éminent, maintenant à la retraite, avait accepté de présider le groupe. Les États-Unis, l'Argentine, et enfin le Japon, s'étaient d'emblée engagés à y participer, et les principaux pays d'Europe manifestaient un vif intérêt pour le projet. Mais une initiative de ce genre ne pouvait aboutir qu'avec la participation des principaux pays qui font du subventionnement. Or l'un d'eux a refusé et, peu à peu, les autres pays européens ont aussi abandonné l'idée. Nous en sommes venus à contrecœur à la conclusion que si l'Europe ne participait pas à l'établissement des recommandations, nous ne pourrions compter sur elle pour leur mise en oeuvre. Et une réforme excluant la Politique agricole commune ne vaudrait pas grand chose. Cette tentative pour briser le cycle des subventions a donc échoué.

Nous avons fait par ailleurs dans le même temps des progrès considérables vers l'établissement de nouvelles règles internationales pour le commerce des produits agricoles.

La nouvelle ronde du GATT a été lancée en septembre à Punta del Este, en Uruguay. J'ai eu l'honneur de diriger la délégation canadienne, durant une semaine de réunions qui se sont terminées à 5 h un samedi matin, après l'adoption d'un accord sur un lancement sans détour des négociations. L'une des différences par rapport aux rondes précédentes du GATT était la mention explicite et détaillée du commerce des produits agricoles. Cela constitue un pas en avant dans la recherche de meilleures règles de

discipline touchant le recours aux subventions directes ou indirectes, de façon à améliorer les modalités de la concurrence et de rendre ainsi le commerce plus ouvert.

Le leadership dont a fait preuve le Canada à Tokyo et par la suite, a aidé à faire inscrire l'agriculture à l'ordre du jour du GATT. Un autre facteur important a été l'initiative de plusieurs pays agricoles, dont le Canada, qui désiraient s'organiser avant le GATT, afin de contrebalancer, par le jeu du poids collectif, l'immense pouvoir de la Communauté européenne, des États-Unis et du Japon. Ces pays sont le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Argentine, le Brésil, le Chili, la Colombie, Fiji, la Hongrie, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et l'Uruguay. Nous nous considérons tous comme des exportateurs loyaux dans le domaine de l'agriculture. Nous sommes tous aussi victimes de la guerre commerciale que des économies géantes montent et soutiennent.

Les représentants de plusieurs de ces pays se sont réunis en Thaïlande en juillet dernier. Vint ensuite, à la fin août, une réunion tenue à Cairns, en Australie, où Charlie Mayer représentait le Canada. L'approche commune adoptée à Cairns s'est répercutée dans les négociations du GATT en Uruguay. L'esprit de collaboration qui a régné entre nous cette semaine-là en Uruguay a permis d'effectuer une percée historique sur le front du commerce des produits agricoles.

Mais porter l'agriculture à l'ordre du jour du GATT représente seulement un premier pas, même important. Le processus du GATT est lent, et ni les agriculteurs, ni les gouvernements ne peuvent attendre plus longtemps. Nous entendons accélérer ce processus. Hier, au cours du déjeuner qui a eu lieu au 24 de la promenade Sussex, le premier ministre, le président des États-Unis et leurs principaux ministres ont discuté des préparatifs du prochain Sommet économique. Deux questions ont dominé l'ordre du jour. L'une était naturellement l'Afrique du Sud. L'autre était l'agriculture, le premier ministre obtenant l'accord du président Reagan pour qu'elle soit de nouveau sur le tapis au Sommet économique de Venise. C'est là un forum de haut niveau, où nous continuerons de faire pression sur les puissances industrielles qui alimentent la guerre commerciale.

Le mois prochain, le groupe de Cairns se réunira de nouveau, cette fois au Canada. Ma collègue, le ministre du Commerce extérieur, M^{me} Pat Carney, a invité les ministres de ces treize pays à se réunir afin que nous

continuations de faire pression ensemble sur le système du GATT et, en particulier, pour mettre l'agriculture sur une "voie expresse" au GATT. L'approche de Cairns, de fait, est dans la meilleure tradition de la politique étrangère canadienne. Nous avons plus d'influence que de pouvoir, et nous sommes toujours plus efficaces lorsque nous arrivons à rallier plusieurs pays à la recherche d'objectifs qui nous sont importants. Nous continuerons donc de jouer un rôle actif au sein du groupe de Cairns.

Enfin, nous essayons d'obtenir un accord international informel sur les pratiques du commerce agricole au cours de la période de négociations des nouvelles règles du GATT. Nous avons écrit à tous les membres de l'OCDE - soit à presque tous les grands producteurs agricoles - pour proposer certains principes qui devraient nous guider jusqu'à ce que de nouvelles règles soient acceptées. Nous avons proposé:

- (1) d'ajuster les politiques agricoles en fonction des lois du marché;
- (2) d'éviter que le soutien apporté au secteur agricole n'encourage la production, c'est-à-dire soutenir les fermiers et non pas la production agricoles;
- (3) de geler et de chercher à réduire les mesures d'aide gouvernementales qui faussent les cours mondiaux;
- (4) d'éviter d'imposer de nouvelles barrières à l'importation qui ne soient pas prévues par la législation actuelle;
- (5) de mettre en oeuvre ces principes fondamentaux selon une approche collective.

Un accord sur cet ensemble de principes serait un important pas vers le renversement des pressions qui sont responsables de la crise agricole. Nous continuerons de promouvoir ces principes en préparation des négociations sur le commerce multilatéral.

Le Canada pratique et pratiquera encore longtemps le commerce des céréales. Nous n'entendons pas rester passifs et voir nos marchés envahis par les exportations subventionnées d'autres pays. Nous aidons nos céréaliculteurs à maintenir l'industrie à flot durant cette période critique, et nous pensons qu'au sortir de cette crise, notre part des marchés sera restée intacte et que notre industrie reposera sur une base solide.

Il est arrivé que l'agriculture occupe une place très accessoire dans les préoccupations des gouvernements canadiens. Ces jours-là sont révolus. Pour le gouvernement, le commerce est plus important que jamais et le premier ministre a donné la priorité à l'agriculture parmi les autres objectifs commerciaux que nous poursuivons. Nous vivons des temps difficiles, et des problèmes difficiles. Cela exige de notre part la détermination la plus indéfectible; nous nous en sommes montrés capables et nous continuerons dans cette voie.